

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 79

Présents : 55

Excusés : 10

Absents : 14

REUNION DU 13 OCTOBRE 2025

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-CINQ**, le **LUNDI TREIZE OCTOBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **SEPT OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-CINQ**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, Mme ARAB Dalila, M. ATTIORI Olivier, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DOSSOU Marie-Ange, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GODARD Jacques, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEGHRAOUI Gemmila, Mme MEYER Karine, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, M. VAZ Micaël, Mme YERRO Georges- Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme FAOUZI Hanane, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, M. MARAN Max, M. MIGNOT Didier, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, Mme ARAB Dalila, M. SIBY Oussouf, Mme MEGHRAOUI Gemmila, M. DACHIVILLE Romain, M. MANGIN Anthony, M. JIAR Youssef, M. GUYON Olivier, M. BESCHIZZA Bruno, Mme ADLANI Farida,

ABSENTS

Mme BENAMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, Mme YOUSSEUF Mélissa.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

M. Anthony MANGIN

DELIBERATION N°161 – RESSOURCES HUMAINES - VERSEMENT DE L'ARCE (AIDE A LA REPRISE D'ACTIVITE OU A LA CREATION D'ENTREPRISE)

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier ATTIORI,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage,

Vu le décret n°2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public,

Vu la sollicitation d'agents concernant le versement de l'ARCE,

Considérant qu'une délibération est nécessaire pour le versement de l'ARCE.

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol est en auto-assurance.

Considérant que l'ARCE consiste en une aide financière en capital, versée dans la limite du reliquat des droits restants dus à la date d'attribution de l'aide.

Considérant qu'elle ne peut être accordée qu'au titre d'une création ou reprise d'entreprise postérieure à la date de fin de contrat de travail prise en compte pour l'ouverture des droits.

Considérant qu'afin de permettre le versement de cette aide par les employeurs publics, l'article 5 du décret n° 2020-741 du 16 juin 2020, propre au secteur public, précise qu'en cas de reprise ou création d'entreprise, l'allocation peut être versée, sur demande, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'ARCE fixées par le règlement d'assurance chômage.

Considérant qu'il s'agit d'une modalité de versement de l'allocation d'assurance chômage.

Considérant que l'ARCE est égale à 60% du montant des droits à l'ARE (Allocation Retour à l'Emploi), restant dus à la date du début d'activité, après déduction de la participation de 3% au financement des retraites complémentaires,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20251013-161-13-10-2025-DE
Date de télétransmission : 24/10/2025
Date de réception préfecture : 24/10/2025

Considérant que l'ARCE fait l'objet de deux versements égaux :

- Le 1^{er} versement intervient à la date à laquelle l'intéressé réunit l'ensemble des conditions d'attribution
- Le 2^{ème} versement intervient 6 mois après la date du 1^{er} versement

Pour bénéficier de ce versement en capital, les conditions sont les suivantes :

- Le demandeur, créateur ou repreneur d'entreprise produit le justificatif de la création, par l'attestation d'inscription au registre du commerce et des sociétés
- Le demandeur, créateur ou repreneur d'entreprise doit justifier de l'exonération des cotisations sociales dénommée ACRE (Aide au repreneur ou créateur d'entreprise : code de la sécurité sociale – art L 131-6-4)
- Le demandeur ne doit pas déjà bénéficier du cumul d'allocation d'aide au retour à l'emploi avec une rémunération

Considérant que si le projet de création ou reprise d'entreprise échoue, la personne peut demander à bénéficier d'une reprise de ses droits, qui restaient à la veille de la reprise ou de la création d'entreprise, diminués du montant de l'ARCE qui a été versé, si et seulement si l'activité a définitivement cessé.

Après en avoir délibéré,

- **Autorise** le président, à verser l'allocation chômage dans les conditions de l'ARCE précisées ci-dessus aux agents qui en feraient la demande et qui rempliraient les conditions.

Adopte à l'unanimité

Le Président
Bruno BESCHIZZA

